

LE RND TIENDRA SON CONSEIL NATIONAL LE 10 JUIN

Quel avenir pour Abdelkader Bensalah ?

Une très forte agitation a secoué il y a quelques semaines le RND. «Tempête politique», avançaient certains ; «sort scellé» de Bensalah qui se cherche une «sortie honorable», ou mieux encore «fin de mission pour Bensalah», se hasardaient d'autres. Les tirs ont fusé de partout et la fronde était savamment orchestrée puisque les frondeurs déclaraient ne plus vouloir de Bensalah mais en même temps exigeaient le «retour» d'Ouyahia, l'ancien secrétaire général du RND. «Ouyahia va sauver notre parti», a-t-on entendu fin avril et début mai, et depuis, plus rien. Qu'est-ce qui explique que l'offensive guerrière contre l'actuel secrétaire général du RND se soit

Revenons un instant aux faits. Lors de la première semaine de mai, Abdelkader Bensalah est, tout à coup, devenu l'homme à abattre. Une pétition de membres du Conseil national (230 membres sur 350, ont avancé ses auteurs) aurait été signée pour demander à Bensalah – élu SG au congrès il y a seulement une année et demie, de démissionner.

La veille, un communiqué dénonçant la gestion «amorphe» du parti par Bensalah était émis, comme a circulé, également, une pétition de soutien à Ouyahia alors qu'en janvier 2013, ce dernier, à la tête du RND depuis 1999, avait été poussé par une forte contestation à démissionner. Il est vrai que, depuis, Ahmed Ouyahia, sorti aussi de la chefferie du gouvernement qu'il assumait de 2008 à 2012, a été remis en scelle à un très haut niveau, puisqu'il assure la direction de cabinet de Bouteflika et, mieux encore, on lui a confié l'organisation et l'animation de la grand-messe des discussions sur une nouvelle mouture de la Constitution. A ce niveau, il n'est pas inutile de rappeler que Bensalah avant lui, en 2013, a été, lui aussi, chargé de rencontres

élargies pour l'élaboration d'une nouvelle Constitution et que l'une comme l'autre des deux versions n'ont jamais vu le jour, tout au moins n'ont jamais été rendues publiques. Les contestataires-parlementaires et membres du Conseil national du RND se sont élevés contre la gestion du SG, Bensalah, selon eux, «étant devenu un frein pour l'activité du parti. Plutôt que s'en remettre aux assises devant statuer sur son remplacement s'il fallait que la base du parti en décide ainsi, démocratiquement, ils avancent et exigent déjà son remplacement par le retour d'Ouyahia à la tête de la direction nationale».

Face à cette fronde, Bensalah, homme discret n'ayant jamais cherché à occuper la scène médiatique, a, malgré tout, consenti à parler cette première semaine de mai à la presse. S'il a refusé de qualifier de crise la situation au RND, il a ajouté : «Les événements se sont accélérés ces derniers jours, mais personnellement, je n'ai officiellement rien reçu de concret. Je confirme, toutefois, que le parti vit une situation particulière. J'ai eu vent de certaines informations concernant un malaise mais

je n'ai pas d'éléments palpables qui confirment ou démentent les informations rapportées par la presse ces derniers jours». Il va se donner «quelque temps» avant de réagir et de prendre une décision quant à son avenir à la tête du RND.

La lecture faite par toute la presse de cette seule et unique réaction de Bensalah était que le SG du RND allait jeter l'éponge, certains annonçant même l'imminence de son départ. Depuis, silence radio. Le deuxième homme dans la hiérarchie du pouvoir de par son statut de président du Sénat et premier responsable du RND, ne semble plus engagé dans aucune bataille de son parti. Parallèlement, les frondeurs se sont, tout d'un coup, tus. Plus aucune contestation n'a été portée publiquement.

Deux lectures peuvent être faites de ce silence. A Bensalah, les décideurs ont peut-être demandé de s'éclipser du RND et de laisser la place à celui que l'on prépare à la succession de Bouteflika, Ouyahia en l'occurrence, qui reprendra ainsi les rênes du RND comme forte assise à son élection, la présidentielle ayant toujours été, il ne s'en est pas

tout d'un coup arrêtée ? Le léger lifting du gouvernement et son incroyable rajustement 4 jours plus tard ? La difficulté de trancher dans deux conflits ayant surgi concomitamment dans les deux formations qui pèsent dans le soutien du pouvoir en place et les consignes qui auraient pu être données pour mettre en sourdine le lance-pierre contre le SG du RND ? Ne pas rajouter à la cacophonie politique ambiante qui échappe à tout entendement ? Ou, plus prosaïquement, l'absence en haut lieu, pour l'heure et chez les décideurs, d'accord pour la succession à la présidence et le formidable tâtonnement qui caractérise toutes les décisions prises en haut lieu aujourd'hui ?



Abdelkader Bensalah.

Photo : NewPress

caché, sa plus grande ambition. Cette première hypothèse aurait toutefois été suivie d'une campagne engagée sur les bienfaits du retour de l'homme providentiel, ce qui n'a pas eu lieu. La deuxième hypothèse est qu'Ouyahia n'a plus les faveurs des décideurs et, partant, il est inutile de poursuivre la fronde. La réponse à ces interrogations sera sûrement

donnée le 10 juin prochain, lors du Conseil national du RND, instance suprême et organe de décision entre deux congrès.

En cette affaire du RND comme en d'autres, beaucoup d'autres liées au pouvoir en place, la cacophonie est de mise et les jeux sont aussi nombreux qu'obscur.

Khedidja Baba-Ahmed

FLN

Sit-in des contestataires lundi devant le siège national

Les contestataires de l'actuel secrétaire général du FLN ne lâchent pas prise et comptent tout entreprendre pour faire avorter le congrès «illégitime», selon eux, prévu les 28, 29 et 30 mai prochains.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ils prévoient de rendre publique une pétition du maximum de membres du comité central du parti opposé à la tenue de ce congrès.

Un document qui, jusqu'à hier vendredi, a été signé par 92 membres du CC et continue son périple à travers le reste des membres aux quatre coins du pays.

Selon le coordinateur des redresseurs au sein du FLN, cette pétition sera rendue publique demain dimanche, ou au plus tard après-demain lundi, à l'occasion d'une «action d'envergure» dont il prendra le soin de taire la nature.

Abdelkrim Abada tiendra, au passage, à se démarquer d'une liste de près de 130 membres du comité central qui seraient contre la tenue dudit congrès de la controverse et envoyée, hier, à notre rédaction. «C'est un faux», avertira notre interlocuteur qui inscrira cette démarche dans une optique de «discréditer» le camp des opposants au 10<sup>e</sup> congrès.

Ce que, d'ailleurs, nombre de supposés membres dont les noms figurent sur cette liste, contactés, ont tenu à confirmer. Comme Terkia Skandar de Médéa qui tiendra à démentir avoir signé un quelconque document du genre. «Je ne peux tout de même pas m'inscrire dans cette démarche, moi qui suis membre de la commission de préparation dudit congrès», dira-t-elle.

Pour sa part, Nadia Hannachi, membre du comité central et députée de son état, affirmera avoir signé la première pétition dont parle Abada. Et de dénoncer, dans la foulée, le mode

de sélection des délégués au congrès. «Ce sont des délégués désignés parmi de nouveaux débarqués au parti, de nouveaux militants qui ont rejoint le parti en 2011 et 2012, qui se recrutent parmi les nouveaux riches et qui risquent de se retrouver membres du comité central».

Notre interlocutrice pour qui le combat se doit de continuer «indépendamment» de ce que sera la décision de la chambre administrative du tribunal de Bir Mourad Rais, attendue pour mercredi prochain, fera part d'un «sit-in national prévu pour après-demain lundi, devant le siège du parti à Hydra, à Alger». Soit l'action «d'envergure» dont parlait Abada. Pour ce qui est de la fronde au sein des députés du FLN qui se sont démarqués du groupe parlementaire resté fidèle au secrétaire général du parti, le nouveau chef du groupe parlementaire du FLN a tenu, avant-hier, à se placer en travers de ces «manœuvres». Mohamed Djemai, qui a succédé à Tahar Khaoua, intronisé tout récemment ministre des Relations avec le Parlement, dément toute «scission» au sein des députés du parti. Et de faire part, lui qui se fiait, jeudi, en marge d'un hommage rendu à l'ancien président de l'APN, feu Rabah Bitat, de «193 députés sur les 215 que compte le FLN à l'Assemblée populaire nationale qui, selon lui, ont signé une «motion de fidélité au secrétaire général du parti et leur plein engagement dans les préparatifs du 10<sup>e</sup> congrès». Ceci au moment où Mohamed Bouchareb, vice-président de l'APN, parlait, lundi dernier, de 91 députés qui auraient paraphé un document signifiant leur contestation du prochain congrès.

Il invitera, néanmoins, les contestataires à cesser leur «besogne» qui ne fait, selon lui, que «ternir l'image du FLN», précisant que «tout est fin prêt pour le 10<sup>e</sup> congrès et que les militants de base «attendent beaucoup de ce conclave».

M. K.

REMANIEMENT DU REMANIEMENT

Hanoune applaudit

Le Parti des travailleurs applaudit les «rectificatifs» apportés dans la composante du staff gouvernemental. La nomination de Yousfi au poste de conseiller à la présidence et la requalification du poste occupé par Messahel sont jugées comme justes par Louisa Hanoune qui estime, néanmoins, que les «têtes de l'oligarchie» sont toujours en poste, d'où son appel à Bouteflika pour assainir le staff gouvernemental.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le remaniement du remaniement n'est nullement un «non-événement» pour la première responsable du PT. Louisa Hanoune a fait savoir, hier, qu'elle ne partageait pas les lectures faites à ce sujet. Elle considère, en effet, que la nomination de Youcef Yousfi en tant que conseiller au niveau de la présidence était une manière de réhabiliter un «cadre honnête» qui permettra, selon elle, de mettre en place des garde-fous dans le secteur de l'énergie.

Même satisfaction au sujet des rectificatifs apportés dans la dénomination du poste de Messahel. Son parti, dit-elle, avait déjà alerté sur la bipolarité dans la diplomatie et ses dangers qui pouvaient ouvrir, dit-elle, la voie à son instrumentalisation par les

grandes puissances qui auraient pu en profiter pour mettre en péril la position de l'Etat sur des questions internationales. Ces rectificatifs, affirmait Hanoune, hier, sont dans le même sillage que la renationalisation des hydrocarbures en 2005 avec l'abrogation de la loi de Chakib khelil» et de l'aveu du chef de l'Etat de l'échec de la politique de partenariat avec les étrangers même si, regrette-t-elle, le parcours a été dévié au profit de l'oligarchie.

Le PT est cependant moins satisfait du remaniement ministériel en général. Elle le qualifie de «petite victoire». La raison ? 50% des ministres sortants, affirme Hanoune, sont concernés par la prédation et le siphonnage des fonds publics mais ceux qu'elle qualifie de «têtes de l'oligarchie» y sont encore. Certains ont changé de portefeuille, d'autres pas, alors que des ministres en situation de conflit d'intérêts sont toujours membres du gouvernement, ce qui confirme, dit-elle, le caractère contradictoire de cette décision.

Le PT continuera, néanmoins, son combat et en appelle au président de la République afin de poursuivre l'assainissement du gouvernement. Les ministres, selon Hanoune, doivent répondre au moins aux critères de patriotisme et d'honnêteté. En attendant, dit-elle, de s'assurer de l'existence de ces critères, Louisa Hanoune

s'interroge sur les intentions des ministres. Au ministre de l'Enseignement supérieur, la première responsable du PT lui demande ce qu'il compte faire au sujet du controversé système LMD. Il lui est demandé de se positionner clairement au sujet des atteintes aux libertés individuelles au sein de l'université après l'épisode de l'exclusion d'une étudiante en raison de la longueur de sa jupe jugée indécente.

Le ministre des Travaux publics est, quant à lui, interpellé : a-t-il l'intention de mettre fin au règne de l'oligarchie ? Celui de l'Energie compte-t-il poursuivre la politique de son prédécesseur ou réhabiliter celle de Khelil ?

Au ministre des Transports, Hanoune demande s'il avait l'intention de poursuivre la politique de la filialisation désastreuse. Inquiète des positions antérieures de l'actuel ministre des Finances, Hanoune dit être en attente de la loi de finances complémentaire pour connaître ses intentions.

Le ministre de la Santé n'est pas en reste. Le numéro un du PT ne lui demande ni plus ni moins d'abroger la loi sur la santé qui, en dépit des amendements introduits, cachent mal son offensive violente contre la gratuité des soins dans la santé publique. Il ne s'agit, pour Hanoune, ni plus ni moins que de siphonnage des fonds publics.

N. I.